

ÉVITER LA GUERRE À L'HEURE DU PÉRIL NUCLÉAIRE

par Robert W. Malcolmson

Nous avons créé un engin, une arme épouvantable, qui a subitement et radicalement modifié la nature du monde où nous vivons.

J. Robert Oppenheimer,
physicien,
novembre 1945.

La découverte de la bombe atomique favorisera plus qu'elle n'entravera la diplomatie de la paix, car cette arme met en évidence les horreurs de la guerre et donc les avantages de la paix.

Jacob Viner,
économiste,
novembre 1945.¹

LE RÔLE DES ARMES NUCLÉAIRES

Un des jugements les plus perspicaces jamais porté sur les armes nucléaires remonte au début de la guerre froide. George Kennan, homme influent au département d'État, s'appropriait alors, dans les premiers mois de 1950, à résigner ses fonctions. En des termes incisifs, Kennan souleva la question du rôle que devait jouer l'arme nucléaire dans la politique américaine concernant la sécurité nationale. Le débat, disait-il, se ramenait à une seule alternative : devons-nous considérer les armes de destruction massive comme une composante essentielle de notre potentiel militaire, composante que nous n'hésiterions pas à employer aussitôt dans l'éventualité d'un conflit militaire avec l'URSS ? Ou devons-nous uniquement garder ces armes dans notre arsenal comme moyen de dissuasion pour prévenir l'emploi d'armes analogues contre nous-mêmes ou nos alliés, et comme moyen de riposte si jamais de telles armes étaient dirigées contre nous ? Il ne faisait aucun doute qu'un certain nombre d'armes nucléaires serait retenu. Le problème consiste à décider dans quel but et dans quel contexte subjectif nous allons mettre ces armes au point et apprendre à nos armées à s'en servir.²

Si le rôle des armes de destruction massive devait se borner à la dissuasion et à la riposte, alors leur nombre pourrait être limité en fonction de cet objectif, somme toute modeste, puisqu'il s'agirait simplement de dissuader une autre puissance nucléaire d'employer l'arme atomique. Un stock important d'armes nucléaires serait de toute évidence superflu. En revanche, si le gouvernement avait l'intention, pour reprendre l'idée de Kennan, de recourir délibérément à l'arme nucléaire dans une guerre future avant qu'elle soit employée contre les États-Unis ou leurs alliés, alors notre objectif serait vraisemblablement de provoquer le plus de dégâts possibles . . . chez l'ennemi en mobilisant un minimum de ressources. . . . En pareil cas, les seules contraintes susceptibles de limiter le nombre et la puissance des armes de destruction massive que nous voudrions mettre au point seraient les contraintes normales d'économie militaire, à savoir le coût, le rendement et les caractéristiques de vecteurs.³

C'est cette dernière position qui a primé, non seulement à Washington, mais également chez les alliés des États-Unis. En fait, on a pu constater durant ces années formatrices une forte *nucléarisation* de la politique de défense américaine. L'arme nucléaire s'est imposée comme l'élément maître de la politique de Washington en matière de sécurité nationale. Elle représentait une solution préférable au service militaire, qui était très impopulaire; moins coûteuse que les autres armes, elle plaisait aux partisans des contraintes budgétaires; enfin, elle plaçait les États-Unis en position de force vis-à-vis de l'URSS, car elle alignait la puissance technologique et industrielle contre l'effectif humain soviétique, c'est-à-dire contre l'Armée rouge. À mesure que la guerre froide s'est intensifiée, la politique occidentale s'est appuyée de plus en plus sur la valeur dissuasive présumée de l'arme nucléaire, dont on croyait en outre qu'elle contribuerait à circonscrire, voire à combattre le communisme. Car on s'accordait pour dire qu'il fallait endiguer le communisme;

43-764-655

43-844-5-17

à partir de 1950 environ, on soutint de plus en plus que cet endiguement ne pouvait s'opérer que par la suprématie militaire (plutôt que par le dynamisme économique et politique); dans le fil de ce raisonnement, la garantie la plus sûre et la plus simple contre l'agression soviétique était la menace nucléaire, et plus particulièrement la menace de recourir en premier à l'arme nucléaire. Le but était clair : inspirer à Moscou une crainte salutaire de la puissance destructrice américaine et jouer sur cette crainte pour contenir le communisme (au bas mot), et peut-être même (ambition plus grande) le refouler.

Bref, l'Occident a fait sienne une conception *très large* du rôle de l'arme nucléaire, considérée comme facteur décisif de la politique étrangère à l'heure de la guerre froide et comme preuve de force et de détermination face à Moscou. On laissait même entendre souvent que l'emploi de ces armes n'aurait rien de vraiment remarquable. L'Américain John Foster Dulles, alors Secrétaire d'État, a d'ailleurs clairement exposé cette position dans un discours qu'il a prononcé en avril 1954 lors d'une réunion à huis clos des ministres de l'OTAN. Pour les États-Unis, a-t-il déclaré, l'arme nucléaire "est devenue, dans les faits, l'arme classique d'aujourd'hui et elle doit être perçue comme telle. . . . Nous devons adopter comme politique commune d'employer l'arme atomique au même titre que les armes conventionnelles en cas de guerre contre les ressources militaires de l'ennemi, où qu'elles soient et chaque fois que cela sera dans notre intérêt."⁴ Les armes nucléaires étaient bel et bien destinées à servir et à mener le pays à la victoire, et elles passaient pour essentielles à la réussite de la politique étrangère américaine.

Cette politique reposait sur l'hypothèse que les États-Unis conserveraient leur supériorité nucléaire pendant de très longues années (supposition très répandue à l'époque) et peut-être même indéfiniment; elle nécessitait aussi un accroissement massif de l'arsenal nucléaire. En 1947, les États-Unis ne possédaient que 13 bombes atomiques; en 1948, ce nombre était passé à 50. Dès lors, le pays s'est mis à produire la nouvelle arme en quantités massives. Lorsque Dwight Eisenhower est arrivé au pouvoir, il y avait 1 000 ogives dans le stock nucléaire américain. Huit ans plus tard, l'arsenal en comptait 20 000 et continuait de croître.⁵ On était persuadé qu'il fallait maintenir la supériorité nucléaire pour assurer la sécurité du monde libre.

La politique étrangère "nucléarisée" des États-Unis était avantageuse tant et aussi longtemps que l'Union soviétique accusait un important retard dans le domaine des armes atomiques. Pendant quelques années, tandis que l'URSS était exposée aux attaques nucléaires américaines, le territoire des États-Unis restait invulnérable à toute attaque sovié-

tique, nucléaire ou conventionnelle. Mais cette impuissance relative de l'URSS n'allait pas durer longtemps. Avec l'arme nucléaire, il devenait facile de tuer à grande échelle—tellement facile qu'aucun dispositif de défense, aucune structure d'auto-protection ne pouvait empêcher une dévastation catastrophique. La société américaine allait bientôt être à son tour exposée aux armes nucléaires déployées par un État rival.

Moscou avait de forts motifs pour "corriger" ce problème qu'était l'invulnérabilité du territoire américain. Les dirigeants soviétiques étaient décidés à montrer aux États-Unis que le jeu nucléaire pouvait se jouer à deux. Le rattrapage s'est amorcé sous Khrouchtchev, maître de l'esbrouffe, pour connaître, sous Brejnev, une très forte accélération. Le Kremlin a montré que l'URSS était capable elle aussi de produire des quantités abondantes d'armes atomiques. À l'accroissement massif de l'arsenal nucléaire américain, Moscou a répliqué en augmentant démesurément son propre potentiel nucléaire. Du coup, Washington a perdu son "avantage" nucléaire. Pour la première fois, les deux camps étaient aussi vulnérables l'un que l'autre. C'est ainsi que les rapports entre les deux superpuissances ont abouti à une sorte d'impasse—une impasse qui cadre mal, d'une part, avec la turbulence et la fluidité de la politique internationale et, d'autre part, avec le souci constant des dirigeants militaires des grandes puissances de chercher à mettre en oeuvre, comme ils l'ont toujours fait, tous les moyens de destruction imaginables pour favoriser les visées politiques de leur pays.

RÉPERCUSSIONS POLITIQUES

L'existence de l'arme nucléaire, ses répercussions et son importance ont été diversement commentées. Les doctrines officielles ont évolué avec le temps. Des spécialistes qui, à une époque donnée, adoptaient une position bien précise, défendaient quelques années plus tard une optique contraire. On parle souvent de la "dissuasion nucléaire" comme si ce vocable possédait une définition claire et universellement reconnue, ce qui n'a jamais été le cas. On échafaude des théories abscones de la dissuasion nucléaire sans vraiment se soucier du tohu-bohu des réalités politiques. Étant donné qu'il n'y a jamais eu de guerre nucléaire, l'hypothèse remplace l'expérience. Le public manifeste souvent une méconnaissance inquiétante des politiques nucléaires (environ 80 p. 100 des Américains ignorent que leur gouvernement envisagerait, dans certaines conditions, d'être le premier à employer l'arme nucléaire),⁶ méconnaissance qu'une foule d'idéologues et de représentants d'intérêts spéciaux s'empressent d'exploiter. Les contradictions et la confusion règnent. Toutefois, nombreux sont ceux qui s'efforcent de

démêler cet embrouillement afin de se faire une idée plus juste et moins subjective de la réalité. Les propositions suivantes constituent un bilan provisoire de la situation actuelle sur les plans politique et historique.

(1) Par sa nature et son existence même, l'arme nucléaire constitue un danger mortel. Ceux qui la possèdent considèrent qu'elle est défensive, tandis que ceux qui en sont le point de mire jugent qu'elle est offensive : l'Histoire montre que c'est généralement le cas lorsqu'il s'agit d'armes de destruction. L'Histoire atteste aussi que les États souverains ne reconnaissent à toutes fins pratiques jamais l'agressivité de leur comportement, car ils ont tendance à interpréter généreusement leurs propres motifs. Ce genre de prétention morale est fréquent en politique. Toutefois, abstraction faite de toute intention bonne ou mauvaise, il se dégage une réalité absolue : le pouvoir destructeur des armes nucléaires, qui n'a plus rien à voir avec la protection, ni avec la sécurité objective, ni même avec l'auto-défense—le "parapluie nucléaire" n'est qu'une chimère. Ces armes sont des instruments d'attaque et de destruction, un point c'est tout. Chacune des deux superpuissances ne se voit employer l'arme nucléaire que pour riposter contre une attaque, mais elle conçoit parallèlement que son adversaire pourrait, dans certaines conditions, utiliser son arsenal nucléaire à des fins agressives. De façon générale, la crainte, suscitée par l'arsenal nucléaire de l'opposant, l'emporte sur le sentiment de sécurité que l'arsenal de chacune des superpuissances lui procure.

(2) Ce que la menace nucléaire comporte de vraiment inédit, c'est qu'on peut difficilement la mettre à exécution. Dans le passé, les armes de destruction étaient appelées à servir, du moins à l'occasion. La notion d'une arme dont le rôle serait d'exister *sans jamais* être employée aurait alors paru très bizarre (elle paraît d'ailleurs très bizarre à de nombreux stratèges militaires d'aujourd'hui). Car tout recours à l'arme nucléaire par l'un ou l'autre pays entraîne un risque d'anéantissement national, vu le danger que l'escalade débouche sur le chaos et une violence impossible à contenir.

Ces contraintes rendent problématique le maintien de la paix. Comme l'a fait remarquer Bernard Brodie, stratège militaire des plus lucides, "avant l'ère nucléaire, la dissuasion opérait de façon dynamique; sa pertinence et sa force provenaient aussi bien de ses échecs que de ses réussites".⁷ Les armes d'antan étaient conçues à la fois pour dissuader et pour servir, c'est-à-dire qu'elles dissuadaient dans la mesure où l'ennemi avait pu en constater le pouvoir destruc-

teur sur le champ de bataille. Or, ce lien causal n'existe plus. Avec les armes nucléaires, la menace seule doit suffire à dissuader, parce que les employer équivaldrait probablement au suicide. Cette tension entre le statisme et l'action ressort très bien dans une remarque formulée par un observateur français, André Fontaine : "Par rapport aux autres types d'armements, l'arme atomique comporte l'avantage. . . qu'il est si dangereux de l'employer que ceux qui la possèdent ont peur d'y recourir. Les autres armes sont destinées à tuer, celle-ci à intimider."⁸ Mais peut-on si facilement dissocier agression et intimidation ? Comment une arme peut-elle vraiment intimider si l'on doute fortement qu'elle puisse être employée ? Bref, est-il concevable que cette redoutable menace puisse être mise à exécution ? La vie nous apprend généralement que les menaces en l'air ne sont que du bluff, mais ceux qui bluffent ne se voient-ils pas mis au défi, tôt ou tard, de passer aux actes ?

(3) Avec l'avènement de l'arme nucléaire, la notion de puissance est devenue extraordinairement ambiguë et elle risque de le demeurer longtemps. Le terme n'a plus la même signification qu'autrefois. Comme l'a fait remarquer Henry Kissinger, "il aurait été inconcevable, avant le début de l'ère nucléaire, de penser qu'un pays puisse posséder des moyens militaires trop grands par rapport à ses objectifs politiques; tout surcroît de puissance était utile sur le plan politique—du moins en théorie. L'arme nucléaire a infirmé ce principe."⁹ En effet, cette arme nous confère un pouvoir destructeur quasi illimité, mais ce pouvoir ne nous donne pas vraiment les moyens d'imposer notre volonté. À presque tous les égards, cette puissance extraordinaire est inutile sur le plan politique. Bien entendu, d'aucuns s'efforcent toujours de montrer comment il serait possible de s'en servir suivant des méthodes traditionnelles—la coercition notamment—à l'appui de la politique étrangère, mais les scénarios envisageant la conduite d'une guerre nucléaire (les stratèges nucléaires y consacrent beaucoup de temps) passent encore pour naïfs et complètement farfelus aux yeux de ceux qui s'y connaissent un tant soit peu en politique.

(4) La mise à exécution de la menace nucléaire ne constitue pas une option politique rationnelle, étant donné l'énorme disproportion entre la puissance illimitée des moyens et le caractère limité des fins. C'est pourquoi le formidable potentiel conféré par l'arme nucléaire est devenu insaisissable et abstrait et a pris une valeur de plus en plus symbolique; son action s'exerce

sur la réalité subjective plutôt qu'objective. C'est ainsi que Kissinger a pu affirmer : "Le succès de la politique militaire repose sur des critères essentiellement psychologiques."¹⁰ Les politiques de Washington sont destinées à influencer la pensée des dirigeants soviétiques et à les "intimider", pour reprendre les paroles de Fontaine. La notion même de dissuasion en vient donc à relever presque entièrement du subjectif. L'influente commission Scowcroft a d'ailleurs repris ce raisonnement dans le rapport qu'elle a présenté en 1983 : la dissuasion y est définie comme étant l'ensemble des convictions que possèdent les dirigeants soviétiques (en fonction de leurs propres valeurs et de leurs propres attitudes) à propos de nos capacités et de notre volonté. Par conséquent, il s'agit pour nous de cerner le mieux possible les mesures susceptibles de les dissuader d'envisager l'agression, même en temps de crise; il ne s'agit pas de définir ce qui nous dissuaderait d'attaquer.¹¹ La *volonté* constitue le facteur clé de cette démarche psychologique : en montrant sa volonté de recourir à l'arme nucléaire, on espère réprimer les intentions présumément hostiles de l'autre superpuissance. Ce sont les perceptions qui comptent. Kissinger a clairement exposé cette optique : à l'ère nucléaire, "les perceptions deviennent plus importantes que la réalité. Mieux, les perceptions deviennent la seule réalité." Tant qu'elle n'est pas exploitée, "la puissance correspond à l'idée qu'on s'en fait".¹²

(5) L'existence de cette puissance inexploitée et probablement inexploitable donne donc lieu à des conceptions très "psychologiques" des rivalités politiques, conceptions par ailleurs floues et infiniment élastiques. Dès lors, la notion de dissuasion admet une multitude d'interprétations; impossible de savoir précisément où s'arrêter (et encore moins de savoir si l'on est allé trop loin), de savoir quelles armes acheter, ou encore de décider à quel moment la dissuasion devient un fait accompli. La notion de dissuasion s'accommode à presque toutes les optiques imaginables. C'est pourquoi nous entendons constamment parler de la nécessité de "renforcer notre force de dissuasion" : puisque nous ne saurons jamais si nous avons réussi à dissuader les dirigeants soviétiques de passer à l'action, mieux vaut jouer la carte de la prudence et accroître nos arsenaux afin de nous assurer que personne ne doute de notre résolution. Si la dissuasion constitue le fondement de notre sécurité, il est difficile d'imaginer, dans le fil de ce raisonnement, comment on pourrait dépasser les bornes à cet égard. Bien entendu, cette façon de voir les choses correspond à notre propre perspective.

Aux yeux des Soviétiques, le renforcement de notre potentiel de dissuasion (par le biais d'armes plus nombreuses et plus perfectionnées) représente tout bonnement une menace accrue pour leur sécurité, et ils réagissent tout naturellement en renforçant leur propre potentiel dissuasif, c'est-à-dire en accentuant la menace qu'ils font peser sur l'Occident. Cette dynamique de menace, de contre-menace et de contre-contre-menace se poursuit sans relâche, et rien ne porte à croire qu'elle diminuera d'intensité dans l'avenir rapproché.

(6) Face à ce genre d'analyse plutôt sceptique de la stratégie nucléaire, on réplique souvent qu'il n'y a pas eu de conflit grave entre les grandes puissances depuis 1945; ce temps de paix remarquable, qui dure maintenant depuis presque deux générations, est fréquemment attribué à la présence des armes nucléaires. Car celles-ci ont quand même soumis les rapports entre grandes puissances aux contraintes salutaires de la terreur, non ? On pourrait même dire qu'elles ont empêché l'éclatement d'une autre grande guerre, surtout d'une guerre qui aurait résulté de l'agression soviétique, n'est-ce pas ? Comme le veut la formule conventionnelle *la dissuasion est efficace*, ou encore, *la dissuasion a permis de préserver la paix*.

Il est à peu près indiscutable que l'arme nucléaire a incité les hommes d'État à se conduire avec plus de prudence. Dans un monde qui compte deux énormes arsenaux nucléaires, les États-Unis réfléchiront très sérieusement avant de menacer des intérêts soviétiques vitaux, aussi déplaisants que ces intérêts puissent leur paraître, et l'URSS fera preuve d'une réserve comparable face aux intérêts américains. Tous deux savent qu'il est essentiel d'éviter tout affrontement susceptible de conduire à un conflit armé. Mais ce raisonnement risque de déboucher sur une certaine complaisance. Aussi convient-il de garder à l'esprit les points suivants :

- a) La proposition voulant que l'arme nucléaire ait permis "de préserver la paix" n'est pas prouvée; elle est même improuvable. Il ne s'agit que d'un article de foi. Le fait qu'une guerre n'ait pas éclaté peut être dû à une foule de facteurs, dont la possibilité, dans le cas qui nous intéresse, que ni l'un ni l'autre camp n'ait eu particulièrement envie de faire la guerre.
- b) On croit généralement que l'arsenal nucléaire américain a dissuadé les Soviétiques d'attaquer l'Occident, mais il faut préciser que cette opinion ne procède pas des intentions attestées de l'URSS, mais plutôt de la méfiance et des présomptions occidentales. En fait, rien ne porte à croire que les Soviétiques se préparaient à envahir l'Europe de l'Ouest dans les

années d'après-guerre; les faits tendent même à prouver le contraire. Si l'on affirme que les armes nucléaires ont effectivement freiné l'expansionnisme soviétique, les preuves formelles à l'appui de cette thèse se font toujours attendre.¹³

- c) La peur nous a jusqu'ici empêchés d'utiliser l'arme nucléaire mais elle n'en a limité en rien la prolifération. La dissuasion, quels qu'en soient les bienfaits ou les méfaits (ce débat est surtout spéculatif), n'a en tout cas pas entravé les préparatifs de guerre intenses auxquels nous assistons depuis 1945. La doctrine de la dissuasion a même favorisé et justifié l'accroissement des arsenaux nucléaires. La forte nucléarisation de la politique de sécurité a pour but de "dissuader", et la dissuasion, dit-on, a constamment besoin d'être renforcée.
- d) Contrairement à toutes les doctrines antérieures ayant la sécurité pour objet, la dissuasion nucléaire doit réussir absolument, c'est-à-dire en permanence; or, la notion de permanence évoque une période beaucoup plus longue que les 40 ans s'étant écoulés depuis 1945. Aucune politique—ni aucune technologie—ne peut être efficace à 100 p. 100, et pourtant la dissuasion suppose une absence totale d'erreur durant une période illimitée. Or, il y a très peu de constantes dans les rapports entre les États souverains, et c'est beaucoup demander que d'espérer une impasse permanente entre deux superpuissances dont les relations sont si fortement militarisées. En outre, l'Histoire nous apprend que les armes stockées en grand nombre finissent presque toujours par servir. Pour reprendre les propos de Bernard Brodie concernant la dissuasion nucléaire, "nous croyons pouvoir perfectionner le système"—c'est-à-dire perfectionner les armements—"sans jamais devoir le mettre en oeuvre. Avouons qu'il y a là-dedans quelque chose d'assez irréel."¹⁴
- (7) Et quels que soient les doutes quant à certains préceptes de la dissuasion nucléaire, il est indéniable que la science moderne a créé une nouvelle réalité existentielle avec laquelle l'humanité devra toujours compter. Quoi qu'il adienne des arsenaux nucléaires, et même s'ils subissent d'importantes réductions, les connaissances scientifiques qui ont mené à leur création perdureront et pourront toujours servir à construire des ogives. Nous devons toujours envisager la possibilité que les armes de destruction massive *puissent* un jour servir : ce n'est pas une théorie, c'est un fait. Comme l'a fait remarquer un correspondant militaire du *New York Times* en 1947, "cette arme terrifiante sera toujours avec

nous, et notre avenir est assombri à tout jamais par sa présence."¹⁵ Mais comme on ne peut pas effacer les acquis de la science, il faudra trouver le moyen d'en exploiter intelligemment les possibilités, tout en veillant à ce que cette science ne nous asservisse pas. Voilà donc la situation nouvelle et irréversible dans laquelle nous nous trouvons. Sur ce plan fondamental, la dissuasion primera toujours tout simplement parce que l'espèce humaine est désormais capable de s'auto-détruire.

MOTIFS DE RÉFLEXION

On affirme souvent que notre sécurité dépend de la doctrine de la dissuasion, laquelle n'est pas sans créer des problèmes, malgré ses avantages présumés. En effet, envisagée sous ses aspects stratégique et militaire, la dissuasion est avant tout *négative*. Elle met l'accent sur la menace et les sanctions sans vraiment tenir compte des possibilités d'encouragement ou d'incitation. Ce négativisme fait perdre de vue d'autres formules susceptibles d'assurer la sécurité, notamment celles qui prônent la diplomatie, les accords négociés et la collaboration fondée sur des intérêts mutuels. L'obsession de la dissuasion tend à déprécier ou à exclure d'autres options possibles dans les rapports avec Moscou. Qui plus est, du fait qu'elle met l'accent sur les manifestations d'opiniâtreté, la dissuasion peut bien vite se transformer en intransigeance et en bellicisme, attitudes que l'on confond beaucoup trop souvent avec fermeté et assurance. Lorsqu'un camp fait grand étalage d'intransigeance, au nom de la dissuasion, l'autre lui emboîte généralement le pas, et c'est ainsi que la tension entre les deux s'exacerbe. Et puis, la doctrine de la dissuasion accorde une trop grande importance à l'éventualité d'une agression soviétique et exclut d'autres causes potentielles de la guerre, y compris les crises régionales qui pousseraient les superpuissances à intervenir malgré elles, et l'effet destabilisateur de la menace nucléaire en soi.¹⁶

L'essentiel à retenir, c'est que si la dissuasion constitue à certains égards une réalité inéluctable, elle n'est pas suffisante en soi. Les menaces ne suffisent pas, il faut les assortir de comportements moins négatifs et de modes d'expression politique moins effrayants. McGeorge Bundy, ancien conseiller des présidents Kennedy et Johnson en matière de sécurité nationale, a bien exposé cette optique : "À mon avis, la dissuasion, quelle qu'en soit l'efficacité, doit toujours être envisagée en fonction de deux autres objectifs inter-reliés, à savoir rassurer les pays amis et favoriser la détente avec les adversaires. La dissuasion n'est qu'une composante de la dynamique politique existant entre les nations."¹⁷ Elle n'est qu'une composante pour la simple raison que la peur et la terreur, les deux principaux éléments de la dissua-

sion, ne peuvent servir d'assises à une politique saine et durable destinée à éviter la catastrophe nucléaire. En temps de crise, un adversaire effarouché est avant tout un adversaire très dangereux. Les inconditionnels de la dissuasion oublient de prendre en compte le pouvoir corrosif—et explosif—de la crainte.

La crainte est le principal ingrédient de toute attaque "préemptive", et une telle attaque est beaucoup plus plausible qu'on n'est généralement disposé à l'admettre. Il est à peu près certain que ni l'une ni l'autre superpuissance n'envisage sérieusement de lancer une attaque-éclair. Toutefois, chaque camp est convaincu que l'autre déploie de nouvelles armes de première frappe—des armes dont il craint qu'elles pourraient compromettre la "surviabilité" de son propre potentiel de riposte. Chacun a peur que l'autre recherche la supériorité anti-forces, c'est-à-dire la capacité de détruire l'infrastructure nucléaire (les missiles, les bombardiers, les centres de contrôle, les réseaux de communication, et le reste) de la puissance rivale. Par conséquent, non seulement les deux camps s'efforcent de conjurer cette éventualité en modernisant leur propre arsenal offensif, mais encore ils envisagent tous deux de lancer une attaque "préemptive" si jamais une guerre paraît imminente et inévitable. Même si l'on répète volontiers qu'une guerre nucléaire ne connaîtrait aucun vainqueur, beaucoup de planificateurs militaires, tant à Washington qu'à Moscou, jugent qu'il est préférable de frapper les premiers.¹⁸ Aux États-Unis, la Marine et l'Aviation font pression afin que l'attaque "préemptive" soit adoptée comme mesure possible dans le répertoire des doctrines américaines.¹⁹ Les stratégies militaires axées sur une première frappe sont prises très au sérieux—et l'IDS les fera paraître encore plus plausibles aux yeux des planificateurs soviétiques. Pour reprendre les paroles de Thomas Powers, commentateur averti des stratégies nucléaires, "inexorablement, la crainte de la guerre est supplantée par la crainte d'être pris au dépourvu".²⁰

Les facteurs susmentionnés nous rappellent à quel point cette fixation sur la dissuasion, c'est-à-dire la menace, est *déstabilisatrice*. La prétendue stabilité de la dissuasion est constamment remise en question par le dynamisme d'une technologie débridée qui donne naissance à des armes toujours plus meurtrières. En mettant de telles armes au point, chaque camp croît adopter une attitude défensive, en vue d'empêcher une attaque, mais l'adversaire verra plutôt dans ces déploiements la preuve d'intentions agressives. Lorsque, suivant l'exemple de Washington, l'Union soviétique a mis au point ses propres missiles à ogives multiples (MIRV), elle les a installés sur des fusées beaucoup plus puissantes qui ont suscité aux États-Unis la crainte d'une pre-

mière frappe contre les missiles américains basés au sol (le fameux "créneau de vulnérabilité"). De nos jours, avec les progrès enregistrés dans la précision de tir des missiles, on commence à craindre les frappes "désarmantes" (ou incapacitantes)—c'est-à-dire les attaques lancées contre les centres de commandement et de contrôle (le centre nerveux du système). Étant donné que les stratèges des deux camps envisagent toujours le pire, ils ne manquent jamais de preuves pour justifier leurs inquiétudes et tirer des conclusions alarmantes.

Prenons un exemple : Les États-Unis ont justifié le déploiement des missiles Pershing II en Allemagne fédérale en affirmant publiquement qu'ils répliquaient ainsi à la mise en service des SS-20 soviétiques. Mais il est clair que ces nouveaux missiles américains, ultra-précis, étaient surtout appréciés pour leur capacité d'atteindre les centres de commandement soviétiques. Comme l'a signalé en 1983 une revue spécialisée possédant de bonnes sources au Pentagone, grâce à leur portée, ces missiles peuvent frapper Moscou depuis l'Allemagne; il suffirait d'un nombre relativement faible de Pershing pour anéantir les centres C² (commandement et contrôle) et réduire à l'impuissance le gros des missiles ICBM soviétiques de première frappe *et de riposte*. Un dignitaire haut placé dans le gouvernement Reagan a confirmé que les Pershing II pourraient s'avérer très efficaces pour détruire les installations C² soviétiques.²¹ Face à ces déploiements, Moscou a installé de nouveaux missiles en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie, exerçant ainsi de nouvelles pressions sur les forces de l'OTAN. Bien entendu, tous ces déploiements de nouveaux missiles étaient destinés à "renforcer la dissuasion".

En théorie, les menaces dissuasives doivent dissuader les "agresseurs éventuels". Pourtant, il y a tout lieu de croire que la plus grave menace de guerre proviendrait non pas d'une agression délibérée, mais plutôt d'une crise internationale ayant échappé à toute maîtrise. Le principal danger est une guerre accidentelle qui résulterait d'un mauvais calcul, ou de démarches diplomatiques bâclées, ou de la panique et de la confusion, ou encore d'une action irréfléchie accomplie hâtivement sous l'effet de la pression. Les crises sont généralement issues d'un accroissement des tensions politiques; or, les tensions et la méfiance rendent une crise encore plus difficile à résoudre. C'est ce qu'a fait remarquer un historien militaire distingué, B. H. Liddell Hart : "Lorsque les relations sont tendues, tout acte inconsidéré d'un camp risque bien vite de provoquer une réaction précipitée de l'autre; du coup, ni l'un ni l'autre ne veulent reculer de crainte de perdre la face. C'est souvent ainsi que commencent les guerres, plutôt que par suite d'une agression délibé-

rée.”²² Bien plus que l’agression en soi, ce sont la crainte d’une agression et les mesures maladroitement visant à prévenir cette agression hypothétique qui causent les guerres.

Les risques d’une guerre accidentelle à l’ère nucléaire sont réels. La technologie moderne a radicalement comprimé le temps dont les hommes politiques disposent pour prendre des décisions en cas de crise—les intervalles nécessaires pour mûrir une décision prudente ont été supprimés, à toutes fins utiles. Comme l’a fait observer un auteur, “il est possible que les décisions exigeant justement une longue réflexion parce qu’elles peuvent être lourdes de conséquences doivent être prises dans des délais très serrés.”²³ Du fait de ces contraintes, il est plus probable que les forces nucléaires seront mises tôt en état d’alerte, car les chefs militaires soviétiques et américains tiennent à disposer des délais maximums pour se préparer. Une telle escalade à rebours des niveaux d’alerte serait très difficile à maîtriser, surtout avec les armes nucléaires déployées en première ligne, prêtes à servir (comme c’est le cas en Europe).²⁴

Tous ces dangers méritent une attention immédiate, car une crise du genre décrit ci-dessus est probablement inévitable. John M. Lee, amiral américain retraité, a lancé un avertissement incisif : “Tôt ou tard, à l’occasion d’une crise, un conflit éclatera à cause d’un malentendu, d’un mauvais calcul, d’un geste irresponsable ou de l’attachement aveugle de certains à un quelconque principe ou objectif. Ce jour-là, il ne faudrait pas que nous soyons obligés de compter sur des forces nucléarisées, ayant apprises à employer l’arme nucléaire dès que les forces classiques sont en difficulté et prêtes à appuyer sur le bouton dès la première alerte, car alors elles nous entraîneraient au-delà du point de non-retour.”²⁵ Cet asservissement à l’arme nucléaire que les stratèges qualifient de “dissuasion élargie”—asservissement contre lequel George Kennan nous avait mis en garde en 1950—n’admet pas de solution intermédiaire lorsqu’intervient une crise : c’est tout ou rien. Notre politique, comme l’affirme l’amiral Lee, compte sur l’arme nucléaire et sur la menace d’un suicide mutuel pour empêcher tout conflit d’importance entre l’Est et l’Ouest, et ce à tout jamais. Et si cette menace ne produit pas les résultats escomptés, cette politique ne peut qu’entraîner une catastrophe inimaginable.²⁶ Il est difficile de croire que l’humanité ne peut rien trouver de mieux.

CONCLUSION

Revenons maintenant à notre point de départ, c’est-à-dire aux réflexions de George Kennan. Les armes de destruction massive, soutenait Kennan, nous ramènent en arrière, au-delà des frontières de

la civilisation occidentale, à une conception de la guerre jadis familière aux hordes asiatiques. Elles s’accordent très mal avec tout plan politique visant à façonner plutôt qu’à détruire le mode de vie de l’adversaire et elles vont à l’encontre du principe voulant que les hommes soient en fin de compte responsables les uns des autres, même lorsqu’ils font des erreurs.²⁷ À la différence de la plupart des théoriciens nucléaires, Kennan adoptait une perspective humaniste. Et plus encore, il se plaçait dans la lignée des réalistes qui ont su comprendre les mécanismes du pouvoir et les objectifs humains qu’ils favorisent. La révolution nucléaire a complètement transformé les assises de la politique mondiale, mais elle n’a pas encore débouché sur une évolution de la pensée politique et de la diplomatie internationale.

Stanley Hoffman, un des analystes les plus avertis de la situation internationale actuelle (dans la tradition de Kennan et de Hans Morgenthau), a proposé un remède : “Les penseurs et les hommes d’État, a-t-il dit, doivent s’efforcer de *redéfinir le réalisme*, d’élaborer un ensemble de doctrines qui tiennent compte des sombres réalités de notre globe divisé mais qui, grâce à la coopération et à l’action concertée dans divers domaines, tendent à changer suffisamment les règles du jeu pour que les révolutions et les explosions nucléaires ne risquent plus d’entraîner notre destruction à tous. Un réalisme qui reconnaît les impératifs de la “lutte pour le pouvoir” n’est pas assez. Ce qu’il nous faut maintenant, c’est un réalisme admettant à la fois la lutte *et* l’ordre mondial.”²⁸

Il est désormais essentiel de rechercher un ordre mondial juste et raisonnable. L’arme nucléaire est un des facteurs qui consacrent le nouvel état d’interdépendance entre les nations, car la vulnérabilité universelle est désormais une réalité irréversible. La souveraineté nationale absolue est une notion quelque peu dépassée, car aucun pays n’est en mesure d’assurer seul sa propre sécurité. Aucune solution strictement militaire ne peut résoudre les problèmes engendrés par le pouvoir destructeur des armes nucléaires. Pour survivre, nous devons faire preuve d’une plus grande sagesse politique; nous devons délaissier les menaces au profit de la réconciliation et reconnaître que l’internationalisme est la seule voie susceptible de conduire à un avenir durable dans un monde semi-anarchique formé par une multitude d’États-nations vivant dans la crainte. Bien entendu, les rivalités existeront toujours. Mais dans un monde transformé en poudrière, la concurrence doit absolument s’assortir d’une certaine collaboration et tenir compte davantage des intérêts communs. Une planète dominée par les règles du darwinisme social—ce qui est actuellement le cas—est vouée à un avenir plutôt sombre, si avenir il y a.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Ces propos d'Oppenheimer et de Viner ont été reproduits dans les *Proceedings of the American Philosophical Society*, vol. 90, n° 1 (janvier 1946), pp. 7 et 57.
2. *Foreign Relations of the United States, 1950, Volume I* (Washington: U.S. Government, 1977), p. 29.
3. *Ibid.*, p. 30.
4. *Foreign Relations of the United States, 1952-1954, Volume V, Part I* (Washington: U.S. Government, 1983), p. 512.
5. Thomas B. Cochran, William M. Arkin, et Milton M. Hoenig, *Nuclear Weapons Databook, Volume I: U.S. Nuclear Forces and Capabilities* (Cambridge, MA: Ballinger, 1984), p. 15.
6. McGeorge Bundy *et coll.*, "Back from the Brink", *Atlantic*, août 1986, p. 36.
7. Bernard Brodie, "The Anatomy of Deterrence", *World Politics*, Vol. XI, n° 2 (janvier 1959), p. 175.
8. André Fontaine, "What Weapons against War?", *Manchester Guardian Weekly*, 3 juillet 1983, p. 12.
9. Henry Kissinger, *White House Years* (Boston and Toronto: Little, Brown, 1979), p. 66.
10. Henry Kissinger, *The Necessity for Choice: Prospects of American Foreign Policy* (New York: Harper and Row, 1961), p. 12.
11. "Report of the President's Commission on Strategic Forces (Excerpts), 11 April 1983", *Survival*, juillet/août 1983, p. 177.
12. Kissinger, *Necessity for Choice*, p. 13; et son volume révisé intitulé *Problems of National Strategy* (New York: Praeger, 1965), p. 4.
13. Cette question est traitée plus en profondeur dans mon ouvrage *Nuclear Fallacies: How We Have Been Misguided Since Hiroshima* (Kingston et Montréal: McGill-Queen's University Press, 1985), pp. 71-75.
14. Brodie, "Anatomy of Deterrence", p. 175.
15. Hanson W. Baldwin, *The Price of Power* (New York: Harper, 1947), p. 328.
16. Ces questions sont étudiées de plus près dans un excellent article d'un ancien officier de la Royal Navy, Michael McCwire, intitulé "Deterrence: the problem—not the solution", *International Affairs* (Londres), vol. 62, n° 1 (hiver 1985-1986), pp. 55-70.
17. McGeorge Bundy, "Existential Deterrence and Its Consequences", article publié sous la direction de Douglas MacLean dans *The Security Gamble: Deterrence Dilemmas in the Nuclear Age* (Totowa, New Jersey: Rowman and Allanheld, 1984), pp. 7-8.
18. Les stratégies des deux superpuissances concernant la première frappe préemptive sont traitées dans Daniel Ford, *The Button: The Pentagon's Strategic Command and Control System* (New York: Simon and Shuster, 1985), surtout aux pages 105 à 108 et 233 à 242; et l'article de Stephen M. Meyer, "Soviet Perspectives on the Paths to Nuclear War", dans l'ouvrage publié sous la direction de Graham T. Allison, d'Albert Carnesale et de Joseph S. Nye fils, et intitulé *Hawks, Doves, and Owls: An Agenda for Avoiding Nuclear War* (New York: Norton, 1985)—voir surtout les pages 178 à 182 et 200.
19. Lire en particulier "Nuclear War at Sea", par Desmond Ball, dans *International Security*, vol. 10, n° 3 (hiver 1985-1986), p. 23.
20. Thomas Powers, "Spontaneous Combustion", *The Sciences*, septembre/octobre 1985, p. 52.
21. *Defense Electronics*, août 1983, p. 19 (soulignement de l'auteur).
22. B.H. Liddell Hart, *Defence of the West* (Londres: Cassell, 1950), p. 86. Liddell Hart a écrit dans un ouvrage ultérieur : "En étudiant l'histoire de la guerre, j'ai appris que presque toutes les guerres auraient pu être évitées et que l'ouverture des hostilités a souvent été le fait d'hommes d'États pacifiques qui ont perdu leur sang-froid ou leur patience et qui ont placé leur adversaire dans une position où il ne pouvait pas reculer sans perdre la face." [B.H. Liddell Hart, *Deterrent or Defence: A Fresh Look at the West's Military Position* (Londres: Stevens, 1960), p. 254.]
23. Ole R. Holsti, *Crisis, Escalation, War* (Montréal et Londres: McGill-Queen's University Press, 1972), p. 119.
24. Le grand spécialiste de ces questions importantes est Paul Bracken, *The Command and Control of Nuclear Forces* (New Haven, CT: Yale University Press, 1983).
25. Vice-amiral John M. Lee, dans une lettre adressée au rédacteur en chef du *New York Review of Books*, 5 décembre 1985, p. 69.
26. *Ibid.* D'autres militaires ont également critiqué cette politique nucléarisée : lire par exemple l'ouvrage du Field Marshal Lord Carver, *A Policy for Peace* (Londres: Faber and Faber, 1982), surtout le chapitre 4, et l'article de l'amiral Noel Gayler intitulé "A Commander-in-Chief's Perspective on Nuclear Weapons" et publié sous la direction de Gwyn Prins, dans *The Choice: Nuclear Weapons Versus Security* (Londres: Chatto & Windus, 1984), pp. 15-28.
27. *Foreign Relations of the United States, 1950, Volume I* (1977), p. 39.
28. Stanley Hoffmann, "Realism and Its Discontents", *Atlantic*, novembre 1985, p. 136 (les premiers soulignements sont de l'auteur).

M. Robert Malcolmson est professeur à l'Université Queen's, à Kingston.
Les opinions exprimées dans cet ouvrage sont celles de l'auteur et elles n'engagent pas le Conseil.

Publication de l'Institut canadien de la sécurité internationale. Pour les renseignements supplémentaires, prière d'écrire au 307, rue Gilmour, Ottawa (Ontario) K1P 1X8.



LIBRARY E A / BIBLIOTHEQUE A E

